



# Parti Communiste

## Révolutionnaire de France



A priori, les candidats aux élections présidentielles sont maintenant connus. Le dernier en date, le rocardien Hamon, a battu le rocardien Valls et est devenu le candidat du PS.

Le PCRF ne peut que dénoncer une nouvelle fois la campagne scandaleuse menée par l'ensemble du système, privé et public, de propagande et de communication de la bourgeoisie, pour tenter d'imposer, au travers de prétendues primaires, **l'institutionnalisation non pas du simple bipartisme, mais d'un « bi-mouvementisme » visant à discréditer et à réduire à la portion congrue (si ce n'est à éliminer) les partis politiques.** Mais la crise politique, dont les racines remontent aux années Mitterrand, s'est aiguisée à un tel point que la recomposition politique préalablement envisagée par les forces du Capital semble insuffisante pour rétablir le consensus politique dont elles ont besoin pour faire face à la crise économique, retrouver les conditions favorables pour l'accumulation capitaliste et aggraver l'exploitation des travailleurs. C'est la raison pour laquelle on assiste à une poussée du « mouvementisme » (rassemblement derrière un leader qui donne l'orientation, qui nomme les dirigeants...), dont Emmanuel Macron et Jean-Luc Mélenchon, sans primaire, sont parties prenantes.

**Le rocardien Hamon, comme l'ensemble des frondeurs du PS, qui a cautionné par son attitude le gouvernement Ayrault, ne saurait en rien être un candidat favorable aux couches populaires et à la classe ouvrière.** Comme son maître Michel Rocard, et comme tous les ours savants de la social-démocratie, il a ce mépris du peuple à qui on fait des promesses en trompe-l'œil, pour, dès qu'on est élu, les mettre au rancart. Comme son maître Michel Rocard, il est passé maître dans l'art d'utiliser une phrase « de gauche » pour mieux faire avaliser une politique d'attaque contre les droits et les conditions de vie et de travail des travailleurs. Ce monsieur, pendant les cinq années qui viennent de s'écouler, non seulement a été ministre de Hollande, mais au-delà de ses poses d'opposant, a toujours fait en sorte par ses votes et ceux de ses amis, que la majorité présidentielle continue sa sale politique anti-ouvrière, de mise en cause des libertés démocratiques (état d'urgence, lois sur le renseignement, ANI, loi Macron, loi El Khomri, réforme du code pénal, réforme des élections locales et territoriales, etc ...), mais aussi de guerre, au Moyen-Orient comme en Ukraine, ou pour maintenir la domination de l'impérialisme français comme au Mali, en Centre Afrique... Toute sa démagogie apparaît avec son projet de revenu universel de base lorsque à peine intronisé, il renvoie à 2022 cette prétendue mesure phare sur laquelle il a fait bavarder pendant un mois ! Afin, sûrement, d'en peaufiner les retombées dangereuses qu'elle recèle pour les travailleurs : fin des allocations chômage, mise sur la touche de la force de travail féminine, renforcement de l'assistanat, etc. Cela permet de prendre la mesure de l'ensemble de ses propositions : elles ne sont pas destinées à être appliquées si par hasard il était élu, ce que confirme son programme économique, qui s'inscrit dans la continuité de Hollande en matière d'aide au Capital et aux capitalistes !

Dans ces conditions, on ne peut que **dénoncer la direction du PCF qui, par la voix de son porte-parole, s'empresse de tenter de ressusciter le mythe d'un PS dans le camp populaire, jouant sur les deux tableaux de la recomposition social-démocrate : d'un côté en soutenant Jean-Luc**

Mélenchon et son programme d'un Syriza ou Podemos à la française, de l'autre en saluant Hamon, favorable au maintien de la social-démocratie traditionnelle, et en appelant à un large rassemblement « à gauche ». Une chose est sûre : les deux proposent une autre façon de gérer les affaires du capitalisme, avec la bénédiction du PCF, qui au demeurant se préoccupe plus de son avenir parlementaire !

**À l'étape actuelle de la campagne électorale, un autre élément vient d'aggraver la crise politique : l'affaire Fillon** (les affaires !) traduit le fait que, pour la bourgeoisie, c'est bien une recomposition en profondeur de la vie politique dont il s'agit ; il faut que tout change (les forces politiques) pour que rien ne change (le système capitaliste). C'est Macron qui, aujourd'hui, semble être le candidat de la bourgeoisie monopoliste pour les élections, et pour donner la référence de la recomposition : un mouvement regroupant une large partie des socialistes et des centristes, une partie du parti LR, lié directement aux représentants du grand Capital ! Au nom de la modernisation, et de quelques fausses larmes sur le sort des plus pauvres, l'objectif est de tenter de casser toute résistance de la classe ouvrière, comme Blair l'a fait au Royaume-Uni. En ce 30 janvier 2017, nous avons un avant-goût des effets de la politique de ce commis de la banque Rothschild : deux dramatiques accidents de la route liés au développement des transports par autocar, au cœur de la loi Macron !

Dans ces conditions, avec **en arrière-plan un Front National en embuscade**, prêt à se repaître des scandales (même s'il n'est pas épargné), dont la réalité du programme économique et social n'est guère différente de celle des autres en ce qui concerne l'acceptation du capitalisme et les politiques à suivre, mais qui recourt à la démagogie populiste, nationaliste et xénophobe, **les travailleurs, les démocrates, doivent considérer qu'à ces élections présidentielles, ils n'ont pas de candidat pour lequel voter !** Tous feront une politique pour le patronat, pour les actionnaires, contre les travailleurs ! Tous, quoi qu'ils disent, utiliseront l'Union Européenne et l'Euro d'une manière ou d'une autre pour justifier leur politique qui sera marquée par l'austérité, le chômage, le recul des droits à la retraite, la baisse des salaires, etc. Pour important que soit ce qui les différencie sur tel ou tel point, c'est secondaire par rapport au fait que tous prétendent gérer le capitalisme, ce régime qui est la cause du chômage, de la misère, de la non satisfaction des besoins, de la menace de guerre, des bas salaires, des mauvaises conditions de travail.

**Ce qui est à l'ordre du jour pour nous, les victimes de ce système, ce n'est pas de voter pour tel ou tel candidat de la bourgeoisie parce qu'il serait plus à gauche qu'un autre !**

**Ce qui est à l'ordre du jour, c'est de renforcer le syndicalisme de lutte des classes pour mettre en échec leurs politiques, c'est d'adhérer à notre Parti Communiste Révolutionnaire de France pour s'attaquer au capitalisme, son Union européenne, son OTAN, pour préparer le moment de son renversement, pour édifier une société socialiste vers le communisme !**

Paris, le 30 janvier 2017